



PREFECTURE DROME

## Arrêté n °2014016-0013

signé par  
Alice COSTE

le 16 Janvier 2014

**26\_Direction départementale de la protection des populations**

Arrêté Préfectoral de Mise en demeure à  
l'encontre de Monsieur Wilfrid RAILLON  
portant sur son élevage de volailles situé à  
SAOU.



Direction départementale de la Protection des  
Populations de la Drôme  
Service protection de l'environnement  
Dossier suivi par : Magali DARODES  
Tél. : 04 26 52 21 61  
fax : 04 26 52 21 62  
mail : ddpp@drome.gouv.fr

PRÉFET DE LA DRÔME

Valence, le 16 JAN. 2014

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°**  
**PORTANT MISE EN DEMEURE**  
**AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSÉES**  
**POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**à l'encontre de Monsieur RAILLON Wilfrid dont l'élevage de volailles est  
situé quartier les Dégouts à SAOU**

**Le Préfet de la DRÔME**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L.512-5 ; L.512-7 ; L.512-10) du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté d'autorisation d'exploiter un élevage de volailles de chair de 45000 animaux-équivalents sur la commune de SAOU du 11 août 2010 relevant des rubriques 2111-1 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées de la Direction Départementale de la Protection des Populations de la Drôme en date du 12 avril 2013 suite à la visite de l'élevage du 3 avril 2013 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 13 avril 2013 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**VU** le courrier du 13 avril 2013 précisant à M. RAILLON les échéances pour remédier aux faits contraires aux prescriptions applicables relevés sur son exploitation ;

**VU** le courrier du 9 décembre 2013 rappelant les courriers précédents auxquels M. RAILLON n'a pas répondu aux échéances fixées ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 3 avril 2013, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- le cahier d'épandage est incomplet – absence de bilan global de fertilisation
- la fertilisation à la parcelle n'est pas équilibrée – le bilan global de fertilisation est excédentaire
- le stockage des effluents est non conforme

- la défense incendie externe n'est pas assurée
- la défense incendie interne est incomplète
- le contrôle électrique triennal n'a jamais été réalisé
- la citerne de gaz est installée au milieu de la végétation et à proximité de l'installation électrique des panneaux photovoltaïques ce qui accroît le risque incendie ; l'étude de danger initiale n'examine pas le risque lié à la présence de la citerne de gaz implanté au milieu des arbres
- la défense sanitaire de l'installation n'est pas mise en place (pas de clôture, pas de lit de chaux) les conditions de désinfection des bâtiments y compris les toitures en cas de contamination sanitaire ne sont pas examinées ; les modalités d'intervention des personnes chargées de la surveillance de l'installation photovoltaïque ne sont pas définies de manière à protéger l'élevage de toute contamination.

**CONSIDERANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé et que M. RAILLON n'a pas mis en place aux échéances du 20 mai 2013 ni du 31 juillet 2013 les moyens permettant de mettre son installation en conformité avec la réglementation en vigueur ;

**CONSIDERANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement en mettant en demeure M. RAILLON Wilfrid de respecter les prescriptions dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1** : Monsieur RAILLON Wilfrid est mis en demeure de :

- indiquer la manière dont les effluents vont être stockés dans le respect de la réglementation (4 mois)
- mettre en place les extincteurs manquants
- faire réaliser le contrôle électrique de l'installation
- déplacer la citerne de gaz ou couper la végétation qui l'entoure ou fournir un complément à l'étude de danger pour examiner le risque lié à la présence de la citerne au milieu de la végétation et à proximité immédiate des installations électriques photovoltaïques.
- transmettre un complément à l'étude de danger au Préfet afin d'examiner les conditions dans lesquelles le personnel en charge de la gestion des panneaux interviendra sur le site et la conduite à tenir pour désinfecter les bâtiments en cas de contamination (influenza aviaire par exemple), nécessitant une désinfection soignée.
- mettre en place, une borne incendie ou une réserve d'eau de 120 m3 à moins de 200 m des bâtiments.

**au plus tard 60 jours après la notification du présent arrêté.**

**ARTICLE 2** : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3** : Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;



- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera notifié à M. RAILLON Wilfrid pour son site situé Quartier Dégout à SAOU Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de SAOU et tenue à disposition du public.

**ARTICLE 5 :** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme, et Madame le Directeur en charge des installations classées à la Direction Départementale de la Protection des Populations sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de SAOU
- Monsieur RAILLON Wilfrid

Fait à Valence, le 16 JAN 2014

Le Préfet,

et par délégation  
Secrétaire Général

Alice COSTE